



# Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°283 - 03/12/2018



## ZOOM SUR...

### [... le rapport 2018 de la GSMA, association d'opérateurs de téléphonie mobile, sur l'économie mobile en Afrique de l'Ouest](#)

**Fin 2017, la zone CEDEAO comptait 176 millions d'abonnés pour un taux de pénétration global à 47%**, soit 28% de plus qu'en 2010. Le taux de pénétration des abonnés dans la plupart des pays de la région se maintient dans la moyenne, à l'exception du Niger (31%) et du Cap-Vert (67%). Bien que la croissance annuelle du nombre d'abonnés ait ralenti (6% en 2017 contre 9,5% TCAM 2010-2017), le taux de pénétration devrait atteindre 54% en 2025.

#### ❖ **L'industrie mobile contribue à 6,5% du PIB de la région**

En 2017, l'écosystème de la téléphonie mobile a contribué à hauteur de 37 Mds USD à l'économie de l'Afrique de l'Ouest, soit 6,5 % du PIB de la région. Selon la GSMA, les opérateurs de réseaux mobiles et l'écosystème mobile dans sa globalité ont créé plus de 200 000 emplois directs en Afrique de l'Ouest, en particulier dans la vente et la distribution de services et de terminaux mobiles. L'association estime qu'en 2022, la téléphonie mobile pèsera 51 Mds USD dans l'économie de la région, et représentera 7,7 % du PIB.

#### ❖ **Le chiffre d'affaires (CA) total des opérateurs en hausse de près de 15% en 2017**

Le CA a augmenté de 14,8% par rapport à 2016 (15,6 Mds USD en 2017), en corrélation avec la reprise économique du Nigéria. Les dépenses d'investissement ont atteint 2,6 Mds USD en 2017 (-13,3 % par rapport à 2016) due principalement à deux facteurs :

- la faible propension à investir en raison de la chute des recettes de l'industrie mobile en 2016 ;
- la dépréciation des monnaies locales notamment au Nigéria, impactant le coût des équipements et des services libellés en devises étrangères.

Les dépenses d'investissement sont estimées à 8 Mds USD entre 2018 et 2020.

La contribution du secteur de la téléphonie mobile au financement public (sans les redevances réglementaires et relatives aux fréquences) était de 4 Mds USD en 2017.

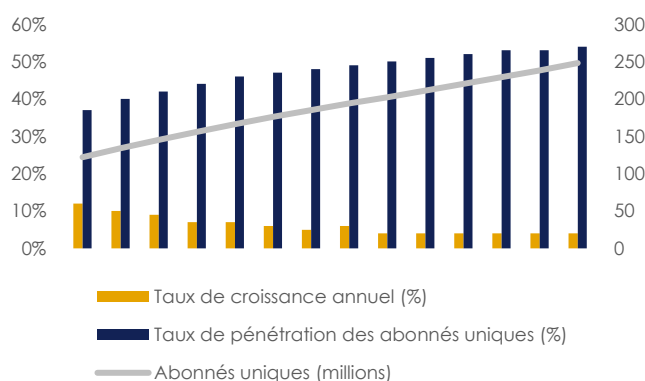
#### ❖ **Une forte poussée de l'internet mobile**

Le nombre d'abonnés à l'Internet mobile a doublé en 4 ans, atteignant 78 millions fin 2017. Le taux de pénétration de l'internet mobile est de 21% en 2017. La 3G reste la principale technologie qui permet l'accès mobile haut débit, mais l'adoption de la 4G augmente rapidement. En 2018, on dénombre 29 réseaux 4G contre 58 réseaux 3G. L'objectif est de passer de 36% de connexions mobiles haut débit en 2017 à 94% en 2025.

#### ❖ **Le mobile banking en pleine expansion (+20,9% par rapport à 2016)**

Le nombre de comptes associés à des services financiers mobiles enregistrés dans la région a atteint les 104,5 millions en 2017. La valeur totale des transactions au cours de cette même période a atteint 5,3 Mds USD pour 57 services d'argent mobile actifs recensés en Afrique de l'Ouest. Cette croissance est principalement due à l'extension rapide des réseaux d'agents et à un environnement réglementaire favorable. 13 pays sur 15 disposent d'un règlement d'habilitation pour leurs services d'argent mobile.

Abonnés uniques en Afrique de l'Ouest



### ACTUALITE REGIONALE

---

#### **Vers une réforme en profondeur de la Communauté électrique du Bénin (CEB)**

Face à l'évolution des secteurs de l'électricité au Togo et au Bénin, notamment l'obsolescence du code bénino-togolais de l'électricité au vu du non-respect de certaines clauses clefs par les deux compagnies de distribution (CEET et SBEE), les deux Etats concernés ont décidé de réformer en profondeur la Communauté Electrique du Bénin (CEB). Trois mesures phares ont été annoncées : (i) la restriction du mandat de la CEB à la fonction de transporteur d'électricité (avec conservation de son rôle d'exploitant pour le barrage de Nangbéto (65 MW) et deux turbines à gaz), (ii) l'adoption d'ici fin décembre 2018 d'un plan d'apurement des dettes de la CEB envers ses fournisseurs (échéancier avec garantie des deux Etats) et (iii) la mise sous administration provisoire de la CEB à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour une durée de 6 mois, en vue du recrutement du futur gestionnaire déléguée de la structure.

### GAMBIE

---

#### **Hausse de 27% des recettes budgétaires prévue en 2019 par le ministre des Finances**

Dans le cadre de la discussion de la Loi de Finances pour 2019, le ministre des Finances et des Affaires économiques, Mamburey Njie, a annoncé que les recettes budgétaires totales, dons compris, devraient atteindre 25,3 Mds GMD (450 M EUR) en 2019, en hausse de 27% par rapport à 2018 (19,8 Mds GMD, 350 M EUR). Les dépenses totales et prêts nets devraient passer de 20,8 Mds GMD (370 M EUR) en 2018 à 28,7 Mds GMD (510 M EUR) en 2019 (+38%). Le paiement des intérêts de la dette (hors capital) devrait représenter 25% des recettes fiscales en 2019, contre 26% en 2018. Selon lui, la croissance du PIB s'établirait à 6,8% en 2018 puis 4,5% en 2019, après 4,6% en 2017. L'agriculture représenterait 23% du PIB en 2018, l'industrie 16% et les services 61%.

### SENEGAL

---

#### **L'assemblée adopte la Loi de Finances pour 2019**

L'assemblée nationale a adopté le 25 novembre, le projet de Loi de Finance (LFI) pour l'année 2019 qui s'élève à 4071,8 Mds FCFA (6,2 Mds EUR) contre 3774,7 Mds FCFA (5,7 Mds EUR) pour la loi de finance rectificative en 2018, soit une hausse de 8% en valeur relative. Ce projet de loi est bâti avec une prévision de croissance de 6,9% et un déficit budgétaire passant de 3,5% en 2018, à 3% en 2019. Les principaux postes de dépense de l'Etat sont le service de la dette publique, évalué à 863,17 Mds FCFA (M EUR) et les salaires, la rémunération globale dans le secteur public étant portée à plus de 1 000 Mds FCFA (1,5 Mds EUR) pour 2019. Les recettes totales de l'Etat augmenteraient de 9,4%, passant de 2 376,6 Mds FCFA (3,6 Mds EUR) en 2018 à 2 599,4 Mds (3,9 Mds EUR) en 2019, une amélioration principalement dues aux mesures de modernisation et de simplification du dispositif fiscal, conjuguées au renforcement des contrôles douaniers.

#### **1 321 M EUR de transferts reçus par les établissements de crédit au 3<sup>ème</sup> trimestre en glissement annuel**

Les transferts rapides d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal sont ressortis à 867,1 Mds FCFA (1 321 M EUR) sur les neuf premiers mois de 2018, en hausse de 2% en glissement annuel. Selon la Direction générale de la planification et des politiques économiques (DGPPE), l'évolution des transferts reçus fait ressortir une progression de 6,4%, au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 à 312,3 Mds FCFA (475 M EUR), contre 293,6 Mds (448 M EUR) au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre. Les émissions de transferts rapides d'argent effectuées par les établissements de crédit du Sénégal vers l'extérieur, sont chiffrées quant à elles à 124,3 Mds FCFA (189 M EUR) sur les trois premiers trimestres de 2018, en baisse de 28,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Au total, le cumul des

transferts nets d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal est évalué à 742,8 Mds FCFA (1 132 M EUR) à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, en hausse de 9,8%, sur un an.

## ENTREPRISES & FINANCEMENTS PROJETS

---

### BURKINA FASO

---

#### **De bons résultats attendus pour la campagne agricole sèche 2018-2019**

La campagne agricole sèche 2018-2019 a été lancée le 24 novembre 2018 par le ministre burkinabè des Ressources animales et halieutiques dans le Boulkiemdé (région Centre-Ouest) : 4,93 millions de tonnes de céréales sont attendues, soit une augmentation de 22% par rapport à la campagne écoulée. Le bilan céréalier excédentaire brut devrait être de 4 097 tonnes avec un taux de couverture des besoins de 404% contre 88% en 2017/2018. Les cultures maraichères sont quant à elles, estimées à 2,25 millions de tonnes avec notamment 930 850 tonnes d'oignon bulbe, 42 800 tonnes de céréales dont 32 000 tonnes de riz et 10 600 tonnes de maïs, 803 500 tonnes de fruits dont 480 000 tonnes de mangues.

### CAP-VERT

---

#### **Officialisation de la proposition d'acquisition de 51% du capital de Cabo verde airlines par Icelandair**

Le gouvernement capverdien a annoncé le 24 novembre que la compagnie islandaise Loftleidir-Icelandic, du groupe Icelandair, avait présenté la proposition finale d'acquisition de 51% du capital de Cabo Verde Airlines (ex TACV). Cette nouvelle offre devra être évaluée par la commission d'évaluation, conseillée par des experts internationaux en droit commercial, transport aérien et privatisation. Selon la compagnie islandaise, l'achat de la compagnie aérienne nationale se fera par le biais d'une nouvelle société, Loftleidir Cabo Verde, dont le propriétaire islandais Loftleidir Icelandic détiendra 70% du capital.

#### **28,2 M EUR d'aide budgétaire prévus par le Groupe d'appui budgétaire (GAO) en 2019**

Le GAO, composé de la Banque africaine de développement (BAfD), de la Banque mondiale (BM), du Luxembourg, du Portugal et de l'Union européenne (UE) a conclu sa dernière mission au Cap-Vert le 19 novembre. Il prévoit une croissance du PIB entre 4 et 5% en 2018 et a de nouveau mis en garde sur la valeur élevée de la dette publique du pays (130% du PIB). Le Cap-Vert devrait recevoir plus de 28 M EUR d'aide budgétaire en 2019, dont 20 M EUR de la BAD, 5,7 M EUR de l'UE, 2 M EUR du Luxembourg et 500 000 EUR du Portugal. L'aide budgétaire de la Banque mondiale est néanmoins conditionnée par le processus de privatisation de TACV.

### COTE D'IVOIRE

---

#### **Lancement du programme néerlandais Hortifresh**

Après avoir déjà débuté au Ghana, le programme Hortifresh a été lancé en Côte d'Ivoire le 20 novembre, à l'occasion du Salon AgroFood & Plastpintback West Africa. D'un montant de 1 Md FCFA (1,5 M EUR), il vise à créer un secteur légumes et surtout fruits professionnels, durables et compétitifs. Concernant 15 000 agriculteurs avec l'objectif d'augmenter leur productivité de 20% d'ici 2021, il passe par la mise en place de marché et le renforcement des liens entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement locale.

#### **Le groupe Société Agricole serait en lice pour reprendre la SAF-Cacao**

D'après Bloomberg, Société Agricole, une entreprise dirigée par Nicolas Djibo, le maire de Bouaké, aurait été annoncée comme le nouveau repreneur de la SAF-Cacao. Le liquidateur Alain Guillemain aurait accepté de céder la SAF-Cacao contre une contrepartie financière de 145 Mds FCFA (221 M EUR). 15 Mds FCFA (22,8 M EUR) seront dédiés au fonds de roulement de la SAF-Cacao

tandis que le reste du montant sera versé sur 10 ans et devront être remboursés avant la conclusion d'un accord final.

### **Inauguration du centre commercial Cosmos Yopougon**

Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a inauguré le 22 novembre le 1<sup>er</sup> centre commercial de Yopougon, commune la plus peuplée de la Côte d'Ivoire. Le coût total du projet s'élève à 27,4 M EUR. Cosmos est le fruit d'un partenariat entre HC Capital Properties (HCCP), une compagnie privée d'investissement basée à Londres, et le groupe familial libanais Sarada. C'est le 4<sup>ème</sup> centre commercial à être inauguré en 3 ans à Abidjan. Cosmos sera en concurrence directe avec le groupe ivoirien Prosuma qui détient 4 centres commerciaux dans la ville.

### **Construction de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké / Section Tiébissou-Bouaké**

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a lancé les travaux financés par la banque d'import-export chinoise. Long de 95 km, le tronçon devrait être achevé dans 36 mois. Les travaux sont réalisés par l'entreprise China Railway Design Corporation (CRDC).

## **GUINEE**

---

### **Signature de conventions minières entre l'Etat et le consortium SMB-WINNING**

Le gouvernement guinéen et le consortium Guinéo-chinois SMB-WINING ont signé le 26 novembre, une convention portant sur un projet d'exploitation d'une mine de bauxite, de raffinerie d'alumine et de construction d'une voie ferrée. L'investissement est estimé à 3 Mds USD. Dans cette convention, il est prévu la construction d'un chemin de fer de 135 km dans le corridor s'étendant de la préfecture de Boffa à celle de Boké pour l'exploitation de nouvelles zones minières, devant permettre de désenclaver le corridor de Boffa et d'acheminer la bauxite vers la raffinerie et le port fluvial de Dapilon.

## **MAURITANIE**

---

### **La gestion de l'Aéroport international de Nouakchott est confiée à Afroport airport service**

Filiale de la société des Aéroports d'Abou Dhabi, Afroport se verra confier dès 2019, la gestion de l'Aéroport International de Nouakchott, succédant ainsi à la Société des Aéroports de Mauritanie (SAM) qui conservera la gestion des aéroports à l'intérieur du pays. Ce contrat d'une durée de 25 ans couvre l'exploitation, la maintenance du terminal de l'aéroport et du système de pistes existants. En qualité de concessionnaire Afroport contribuera à améliorer les conditions d'exploitation de l'aéroport pour permettre à la compagnie nationale Mauritanian Airlines International (MAI) de proposer de nouveaux vols. L'aéroport international de Nouakchott-Oum Tounsy a été inauguré le 23 juin 2016. Sa capacité d'accueil est de 2 millions de passagers par an. Il compte un terminal et deux pistes d'atterrissage.

## **NIGER**

---

### **Mise en service d'une centrale solaire photovoltaïque de 7 MW à Malbaza**

La centrale solaire photovoltaïque de 7 MW à Malbaza dans la région de Tahoua a été inaugurée le 24 novembre par la ministre nigérienne de l'Energie, Amina Moumouni. 1<sup>ère</sup> installation de ce type au Niger, cette centrale est financée par l'Inde pour plus de 14 Mds FCFA (21,3 M EUR) et va permettre d'accroître la production nationale d'électricité provenant actuellement de deux structures que sont la Société nigérienne du Charbon d'Anou Araren (Sonichar, à base de charbon) et la Nigelec (à partir de combustible diesel). A noter que la société nationale Nigelec compterait porter à 100 MW la part du solaire dans son offre d'ici 2021. Une centrale solaire de 20 MW est également en projet à la périphérie de Niamey.

### **Bilan de la Sonibank sur ces trois dernières années**

La Sonibank a enregistré ces trois dernières années des profits de 14 Mds FCFA (21 M EUR), décomposés en 5 Mds FCFA en 2015, 4,1 Mds FCFA en 2016 et 4,8 Mds FCFA en 2017. Ces profits sont en légère baisse par rapport aux trois années précédentes où la banque avait enregistré des résultats nets de 15,6 Mds FCFA (24 M EUR). Le bilan total et les fonds propres effectifs sont par contre en hausse constante, de même que le chiffre d'affaires, à l'exception de 2016. Pour mémoire, la Sonibank a été créée le 1<sup>er</sup> septembre 1990 grâce au concours de l'Etat du Niger, de la BCEAO, de la BOAD, de la Chambre de commerce, de la Société tunisienne de banque (STB) et d'investisseurs privés nigériens. Sa part de marché s'élève à 23%.

## **SENEGAL**

---

### **Le portefeuille de la Banque mondiale augmente de 52%**

Selon la directrice pays, Louise Cord, qui s'exprimait à l'occasion de la revue du portefeuille des opérations de la Banque mondiale au Sénégal, l'encours de la Banque aurait cru de 1,4 Mds USD en 2017 à 2,13 Mds USD en 2018, avec 354 M USD consacrés aux projets régionaux. La directrice a cependant dressé un bilan contrasté de la performance du Sénégal concernant l'indice du capital humain : les performances seraient relativement bonnes en termes de nutrition et de survie mais des résultats décevants auraient été notés en matière de scolarité des enfants et des progrès insuffisants en matière de santé maternelle, néonatale et reproductive.

### **Le Sénégal investit 2 M EUR pour harmoniser les normes de ses produits et services**

Le ministre du Commerce, du secteur informel, des petites et moyennes entreprises, Alioune Sarr, a présidé le 27 novembre la cérémonie officielle de lancement du projet d'appui à la conformité métrologique des produits et des services afin de faciliter les échanges. Ce projet prévu sur 3 ans est cofinancé par le Gouvernement du Sénégal, l'Union européenne (UE) et le Cadre intégré renforcé (CIR), pour un coût global de 1,4 Mds FCFA (2 M EUR).

## **TOGO**

---

### **Suivi des actions de l'AT2ER**

L'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER), créée en mai 2016, a procédé, avec l'aide du cabinet McKinsey, à un maillage du territoire pour connaître les solutions d'offre d'électricité les plus adaptées par zone géographique. Outre la mise en œuvre de solutions hors réseau en milieu rural (déploiement espéré de 600 000 kits solaires domestiques et 300 mini-centrales sur site isolé), un vaste programme d'injection supplémentaire de puissance sur le réseau à partir de sources d'énergies renouvelables est à l'honneur. L'AT2ER prévoit, sur le plan hydraulique, de mettre en fonctionnement 3 barrages hydroélectriques (Sarakawa (24 MW), sur financement public en passe d'être sécurisé avec une participation de l'AFD, Titira (24 MW) et Tététou (50 MW) qui devraient être financés sur fonds privés via des PPP), ainsi que de développer, sur le plan solaire, au moins 3 centrales en privilégiant l'option PPP.

## **EVENEMENTS**

---

### **BURKINA FASO**

---

#### **1<sup>ère</sup> édition du Salon de l'Elevage au Burkina Faso (SABEL)**

Placée sous le patronage du Président du Burkina Faso et le parrainage du ministre des Ressources animales et halieutiques de la République de Côte d'Ivoire, la 1<sup>ère</sup> édition du Salon de l'élevage au Burkina Faso (SABEL) s'est tenu à Ouagadougou sur le site du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO) du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2018. Sous le thème « Place des productions animales et halieutiques dans le développement des bases productives et de

compétitivité de l'économie nationale ». Le salon a accueilli des participants de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, de la France et des treize régions du Burkina Faso.

## NIGER

### Visite officielle du Président de la République en Arabie Saoudite

Le Président de la République du Niger a effectué une visite officielle à Riyad en Arabie Saoudite. Il a notamment été reçu par le Gouverneur de la Région de Riyad, le ministre de l'Hydraulique et de l'Environnement et le Maire de Riyad. Le 26 novembre, il s'est entretenu avec le roi d'Arabie Saoudite avant d'être reçu par le vice-ministre saoudien des Affaires étrangères et le ministre saoudien des Finances. Le Chef de l'État est accompagné entre autres, du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur et du ministre de la Défense nationale.

#### Copyright

Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

<b>Indicateurs Pays (2017)</b>	<b>Bénin*</b>	<b>BF*</b>	<b>CV*</b>	<b>RCI**</b>	<b>Gambie*</b>	<b>Guinée**</b>	<b>GB**</b>	<b>Mali*</b>	<b>Mauritanie</b>	<b>Niger**</b>	<b>Sénégal**</b>	<b>Togo**</b>	<b>UEMOA*</b>	<b>ASS*</b>
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	1	25	2	13	2	19	4	19	16	8	<b>110,3</b>	<b>1 033</b>
<b>Macroéconomie</b>														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	<b>114,2</b>	<b>1 529,1</b>
<i>PIB / Hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	<b>1 035</b>	<b>1 480</b>
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	<b>6,5</b>	<b>2,6</b>
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	<b>1,5</b>	<b>11</b>
<b>Finances Publiques</b>														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	<b>-5</b>	<b>-5</b>
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	<b>46</b>	<b>45</b>
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	<b>16</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	<b>-3</b>	<b>-1</b>
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup></i> <i>(M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	<b>3 404</b>	<b>13 457</b>
<i>Importations françaises depuis<sup>3</sup></i> <i>(M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	<b>1247</b>	<b>9211</b>
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	<b>-6</b>	<b>-3</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>														
<i>IDH<sup>4</sup></i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business<sup>5</sup></i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>6</sup></i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map - 2016

<sup>3</sup> Trade Map - 2016

<sup>4</sup> PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

<sup>5</sup> Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

<sup>6</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque